



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 8 novembre 2013

**Monsieur le Ministre aux Relations  
avec le Parlement  
Service Central de Législation  
43, bld Roosevelt  
L-2450 Luxembourg**

**Objet: Question parlementaire n° 2869 de l'honorable Député Gast  
Gibéryen du 9 septembre 2013.**

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe la réponse conjointe du Ministre de  
l'Intérieur et de la Ministre de la Justice à la question parlementaire sous  
rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération  
distinguée.

Octavie MODERT  
Ministre de la Justice

**Réponse commune à la question parlementaire n° 2869 du 9 septembre 2013 de l'honorable député Gast Gibéryen**

Il est en effet fréquent qu'un médecin appelé sur les lieux d'un accident ou d'un autre sinistre, après avoir constaté la mort d'une personne, se trouve dans l'impossibilité de se prononcer sur les causes exactes du décès de cette personne après avoir effectué tous les examens possibles sur les lieux du drame et avec les moyens qui y sont à sa disposition. C'est ainsi que le formulaire préétabli à remplir par le médecin à titre de déclaration de décès prévoit expressément la case « mort de cause inconnue et suspecte ». Cette case a été cochée en l'espèce par le médecin du Samu.

Il a alors été décidé d'entreprendre, au vu des éléments particuliers de l'espèce, toutes les diligences possibles pour essayer de déterminer les causes exactes de ce décès et le Parquet a fait application de l'article 44, alinéa (2) du Code d'instruction criminelle pour requérir le juge d'instruction d'ouvrir une information judiciaire aux fins de rechercher les causes de la mort et d'ordonner une autopsie.

L'expert légiste est désigné par le juge d'instruction. Comme il n'existe à l'heure actuelle pas encore de légiste agréé au Luxembourg, les juges d'instruction ont le plus souvent recours aux services d'un légiste soit de l'Institut de médecine légale de l'Université du Saarland, ce qui a été le cas en l'espèce, soit de l'Université de Homburg.

Une copie du rapport d'autopsie à laquelle il a été procédé en date du 15 mars 2013 ainsi que du rapport d'expertise toxicologique dressé en date du 22 avril 2013, a été communiquée le 6 mai à la famille.

Il résulte du procès-verbal d'autopsie que trois policiers du CI Diekirch ainsi qu'un commissaire du Service de Police Judiciaire, Section Police Technique, étaient présents au moment de l'autopsie. Tous ces policiers étaient également présents le 14 mars 2013 sur les lieux où le jeune homme est décédé et ont ainsi pu fournir tous les renseignements utiles au légiste.

L'enquête n'est actuellement pas encore terminée. Le résultat de l'autopsie et les causes de décès retenues par l'expert sont connus par la famille du défunt.

Le communiqué de presse diffusé par la police a été avalisé par le Parquet, compte tenu de ce qu'une information judiciaire était en cours. Ce communiqué a tenu compte, dans la mesure du possible, de la situation de la famille en deuil. Il y a été révélé qu'une personne majeure était décédée lors d'une tentative d'hospitalisation, le communiqué était entièrement dépersonnalisé, ne comportait aucune indication quant à la localité où les événements s'étaient passés, ne donnait aucun détail quant à la maladie de la victime, ne révélait ni l'âge de celle-ci, ni le lieu exact où la personne était décédée.

Les révélations pour partie erronées diffusées par certains quotidiens n'ont ainsi pas pu trouver leur origine dans le communiqué de presse de la police.